

Strasbourg le 16 février 2023

Compte rendu de la rencontre entre les organisations syndicales et le directeur du SSI

Après avoir fait un tour de table pour les présentations, les organisations syndicales sont invitées à exposer leurs questions et doléances. Les différents thèmes abordés reflètent l'actualité de notre DISI et plus généralement de l'avenir du SI de la DGFIP.

Les **CID** :

Les CID sont ressorties avec un goût plutôt amer du dernier séminaire qui leur était consacré.

Des remarques désagréables et inappropriées quant à la qualité des prestations rendues.

Réponse : il ne faut pas travailler pour améliorer les statistiques mais pour le bien-être des agents.

La DISI Grand Est est plutôt bien en termes de déploiement et d'assistance. Le niveau de satisfaction des usagers est +++

L'axe fort doit rester la satisfaction des utilisateurs.

L'informatique est toujours en mouvement avec d'autres solutions techniques et il faut s'adapter en permanence. Il y a eu de tous temps des "disparitions" d'application et d'écriture en langage informatique, pour, à chaque fois, permettre une meilleure adaptation aux agents.

L'informatique de service :

La collaboration avec d'autres administrations n'est pas la priorité. Cela se fait à petite échelle, (Cloud NUBO, éditique...) mais il faut toujours qu'il y ait un intérêt pour la DGFIP.

Commentaire de la CFTC : une information en nuance par rapport aux annonces de transformation de la DGFIP en « administration de service ».

Avenir de l'ESI de Metz :

Tout va bien à Metz, pas de quoi s'inquiéter sur son avenir

Externalisation et internalisation d'applications :

L'ESI de Caen a traité des applications qui depuis ont été externalisées et qui depuis sont une véritable catastrophe (prestataire = PRESTARIA)

Au vu de certains résultats, l'externalisation doit être revue et ne plus avoir lieu systématiquement.

Commentaire de la CFTC : nous avons toujours prévenu l'administration que l'externalisation de l'informatique était dangereuse pour beaucoup de raisons : perte de la souveraineté de notre SI, projets mal ficelés... Il aura fallu quelques projets en souffrance pour aboutir à une conclusion que nous supportons depuis des années.

La formation à distance:

oui elle est plus attractive mais aussi plus chère. Cependant, certaines formations seront à nouveau proposées en présentiel pour justement apporter plus d'interaction entre collègues. Mais de plus petites formations auront toujours lieu en distanciel.

Commentaire de la CFTC : nous réaffirmons notre opposition à une généralisation des formations en distanciel. Ce mode de formation doit rester une exception à mettre en place dans des circonstances particulières.

Les plateaux d'assistance :

Ils sont essentiels à nos services. Leur compétence est confirmée et amplifiée et nous en avons grand besoin. L'année 2022 a été difficile... Les OS se permettent de préciser que le début d'année 2023 l'a été tout autant sinon plus. (Tiers déclarant, campagne CFE...) les collègues se sentent sans appui de la hiérarchie, comme livrés en pâture.

Pourquoi ne pas mettre un bandeau d'information dès qu'un problème se fait jour, plutôt que de laisser les collègues se débattre et se faire insulter?

Ce problème est connu par SI. Il faut travailler plus en amont et avant mise en production et ne pas se dire que les collègues répondront au téléphone.

L'assistance est un vecteur d'accompagnement du changement de la DGFIP.

Commentaire de la CFTC : la décision de mise en place d'une procédure d'exception doit être plus rapide pour les plateaux et ne plus dépendre d'une chaîne hiérarchique complexe et lente.

Cybersécurité :

(COSREC) cette structure est confiée à des gens qui peuvent partir d'un jour à l'autre. 6 personnes sur 8 sont des contractuels !! Quid de la sécurité des systèmes informatiques de la DGFIP ?????

Commentaire de la CFTC : encore une fois, le problème de la souveraineté du SI de la DGFIP est mis sur le tapis, n'attendons pas que les problèmes surviennent pour réagir..

Ce qui nous amène au sujet des contractuels :

La stratégie de recrutement est toujours la même, c'est à dire par concours.

Cette année, il y a eu un bond dans les inscriptions au concours en informatique, mais tous ne se sont pas présentés pour la composition.

Nous avons un grand besoin d'informaticiens à la DGFIP pour pourvoir pallier aux nombreuses vacances de postes.

La logique est de laisser le poste ouvert aux mouvements, mais s'il n'est pas pourvu il sera ouvert à la contractualisation ou laissé au contractuel déjà en place.

Il y a déjà eu titularisation de personnel où il n'y avait pas de « vivier ». Sur des postes en extrême tension, la possibilité de passer de contractuel à CDI est possible mais le nombre est très limité.

Il y a aussi les collègues titulaires du PAU mais qui ne demandent pas à rejoindre les ESI. C'est souvent lié à la situation géographique.

L'apprentissage est également un moyen de recruter qui fonctionne bien.

L'ENFIP réfléchit pour se faire connaître de manière ludique.

Commentaire de la CFTC : la contractualisation des emplois de l'administration est le sujet problématique actuel. Tous les inconvénients de ce mode recrutement ont été mis sur la table, et le DSI semble comprendre notre point de vue, mais la conjoncture actuelle oblige l'administration à recourir à ce mode de gestion RH. Là encore, nous sommes en attente des problèmes que nous avons soulevés : contrat non renouvelé, perte de connaissance, emplois précaires... Comme pour l'externalisation, l'administration ne pourra pas dire qu'elle n'est pas prévenue.

Avenir de l'ancien atelier de finition de l'ESI de Strasbourg :

il y a bien une opportunité immobilière. Mais s'il y a investissement dans l'immobilier, il faudra également de l'investissement en personnel, le tout avec un coût certain.

Cet espace n'est pas perdu de vue, mais **PRUDENCE !**

Commentaire de la CFTC : il est étonnant qu'une opportunité immobilière telle et que rien n'avance sur ce point. Sur des besoins réels (DEVOPS) de place, il n'y a pas de projet, semble-t-il. Faut-il attendre une situation tendue pour agir ?

TOIP :

C'est une vraie contrainte avec la fin annoncée du cuivre. Avec aussi toutes les complications que cela engendre.

Il y a désormais une vision globale de la programmation en 2024.

La DISI Grand Est est en tête de déploiement avec une bonne symbiose entre les BIL (budget immobilier et logistique) et le RRA (responsable régional d'assistance).

Il reste 80 sites à migrer à ce jour.

Commentaire de la CFTC : ce projet d'ampleur met à jour la vétusté de certaines installations de la DGFIP.

Malgré la chasse aux LIL (logiciel à initiatives locales) il y a quelques années, ceux-ci reviennent.

Pourquoi donc fermer le service de développement à Metz. OPENLAB est un travail valorisé et porté par la DTNUM.

Commentaire de la CFTC : les LILs, même s'ils ne rentrent pas dans le cadre réglementaire de développement du SI de la DGFIP restent souvent le fruit d'un besoin réel de traitement des informations nécessaire aux services administratifs.

En conclusion, pas de grande annonces pour cette rencontre, les budgets pour l'informatique augmentent de façon conséquente, et nous devons continuer sur la route tracée par la gouvernance du SI. Restent tous les problèmes soulevés par les organisations syndicales, des directions de gestions (contractualisation des emplois, procédures lourdes...). Dommage que la stratégie de l'administration se résume souvent à l'attentisme devant des problèmes annoncés, pour que des décisions cruciales soient ensuite prises, avec des conséquences sur les agents.

L'équipe locale de la CFTC reste à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.

